

Délibération n°2025_04_10_11

Objet : Convention d'objectifs - Entente Sportive Pérols Football (ESPF) - Autorisation de signature

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 10 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 4 avril 2025, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Mario MARCOU pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU pouvoir à Olivier BOUDET - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER

Absents :

Muriel POUJOL - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Olivier BOUDET, adjoint délégué aux Sports, aux Associations et à la vie associative, rapporte :

« L'Entente Sportive Pérols Football » (ESPF) agit dans l'intérêt général local en proposant l'organisation de nombreuses manifestations sportives et festives sur la commune de Pérols.

Pour aider l'association « Entente Sportive Pérols Football » à mener à bien d il est proposé que la commune apporte une subvention de 27 000,00 €, pour notamment l'organisation de l'ensemble de ses manifestations.

Cette somme se compose d'une subvention de fonctionnement courant de 16 000,00 €, d'une subvention de 10 000,00 € pour couvrir la participation au paiement des fluides de l'association dans le cadre de la DSP avec MHSC PADEL ET TENNIS CLUB, et d'une subvention exceptionnelle de 1 000,00 € pour compenser l'absence de subvention départementale en 2025.

Considérant que le montant de la subvention proposé pour 2025 est supérieur à 23 000,00 €, l'association a l'obligation de s'engager par convention avec la commune à mettre en œuvre ses actions.

Il est proposé que la convention coure à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2025.

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

La subvention sera versée à l'association par mandat administratif mais pourra lui être versée en partie sous une autre forme que numéraire (bons d'achat ...) dans la limite de 10 % du montant de la subvention.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Attribuer une subvention de 27 000,00 € (vingt-sept mille euros) pour l'année 2025 à « l'Entente Sportive Pérols Football » telle que proposée ci-dessus ;
- Décider que la subvention sera versée dans sa totalité après signature de la convention ;
- Approuver le projet de convention 2025 entre la commune et l'association tel qu'annexé à la présente délibération ;
- Autoriser et mandater Monsieur le Maire pour sa signature ainsi que toute pièce y afférant, sauf les éventuels avenants à la présente convention qui feront l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE

Fait à Pérols, le 11 avril 2025

Le Maire,
Jean-Pierre RICO




Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.